

### RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

APPROVATA NELLA SEDUTA DI MERCOLEDÌ 16 GIUGNO 1993

Raccomandazione n. 541  
sulla situazione nell'ex-Jugoslavia

*Annunziata il 2 dicembre 1993*

#### L'ASSEMBLÉE

(i) Notant que l'absence de réaction internationale efficace, s'opposant à la politique de purification ethnique mise en oeuvre par les forces serbes, a créé le précédent d'une impunité qui les a autorisées à poursuivre leurs agissements et encouragé les forces croates à adopter la même politique;

(ii) Estimant que la Résolution du Conseil de sécurité autorisant l'envoi de troupes pour protéger les six « zones de sécurité » en Bosnie-Herzégovine, ainsi que le manque apparent de volonté, chez les pays membres des Nations unies, de fournir les hommes et le matériel supplémentaires nécessaires à l'application effective de cette résolution constituent très probablement une preuve de plus de l'incapacité

de la communauté internationale à mettre fin au conflit dans l'ex-Yougoslavie;

(iii) Consciente de ce que la protection aérienne défensive des casques bleus sur tout le territoire bosniaque sera assuré par l'OTAN, sous contrôle de l'ONU, à partir de structures déjà mise en place la surveillance de l'espace aérien;

(iv) Estimant que la vie des Casques bleus en Bosnie ne doit pas être mise en danger du fait de ce qui pourrait apparaître comme une remise en question de leur statut de neutralité à la suite d'attaques aériennes contre des positions serbes bosniaques ou d'une levée de l'embargo des Nations unies sur les armes;

(v) Jugeant que tout plan d'action qui, d'une part, accepte de fait le statu quo,

notamment les gains territoriaux réalisés par les Serbes et qui, d'autre part, ne comporte pas de garanties destinées à mettre un terme aux pratiques de purification ethnique ou même à protéger les populations musulmanes dans les zones de sécurité n'est pas une solution juste et équitable du conflit et risque de créer une situation permanente d'instabilité et de violence;

(vi) Constatant qu'en dépit de l'opération « Deny Flight », il semble que se soient produites environ 500 violations qui sont le fait d'hélicoptères croates et serbes effectuant des vols de nuit afin de transporter du matériel, de munitions, de denrées alimentaires et même des renforts de troupes jusqu'aux lignes bosniaques;

(vii) Notant qu'il existe toujours un grave risque que le conflit actuel n'enflamme l'ancienne république Yougoslave de Macédoine ainsi que le Kosovo où sécurité serbes lourdement armées tiennent sous leur contrôle une population, albanaise à 90 %, ce qui risque d'entraîner une éventuelle extension du conflit;

(viii) Consciente de ce que les Etats-Unis ont décidé d'envoyer 300 militaires dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine pour éviter une extension du conflit;

(ix) Constatant que les convois d'aide humanitaire comme les forces des Nations unies font de plus en plus l'objet, dans l'ex-Yougoslavie, d'attaques délibérées par les belligérants;

(x) Notant que la destitution soudaine de Dobrica Cosic de son poste de Président fédéral, les mauvais traitements infligés à Vuk Draskovic, Chef du mouvement du renouveau serbe (SPQ), le principal parti d'opposition, et son arrestation ainsi que celle de son épouse et d'autres responsables politiques et de journalistes d'opposition, sont des preuves supplémentaires du caractère antidémocratique de

ceux qui détiennent le pouvoir en Serbie-Monténégro;

(xi) Prenant acte de ce que le programme d'action a dans les faits mis un terme à l'intégrité territoriale et au maintien, souhaité par certains, de la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine, indépendamment de son organisation constitutionnelle ultérieure;

(xii) Constatant que le refus exprimé par les pays de l'UEO d'accepter tout fait accompli en Bosnie-Herzégovine se heurte au fait qu'ils s'avèrent incapables d'obtenir l'application du plan Vance-Owen et l'exécution des résolutions du Conseil de sécurité sur cette affaire, et notamment de celles qui demandent le retrait des forces serbes bosniaques des territoires qu'elles ont conquis;

(xiii) Constatant en outre l'apparente résignation de la communauté internationale devant cette situation;

(xiv) Constatant que chaque jour d'hésitation supplémentaire de la part de la communauté internationale constitue un nouvel encouragement à l'égard des Serbes Bosniaques et des Croates à réaliser de nouvelles conquêtes territoriales;

(xv) Convaincue que malgré l'accord tacite des Occidentaux sur le statu quo « évolutif » en Bosnie-Herzégovine et notamment les gains territoriaux réalisés aux dépens de la population musulmane, celui-ci sera inévitablement contesté par cette population, ce qui conduira à créer une situation de type palestinien au coeur de l'Europe;

(xvi) Souhaitant un renforcement des méthodes de travail de l'ONU et la création d'un commandement plus efficace de ses opérations;

(xvii) Constatant qu'actuellement les divergences d'opinion, dans les pays de l'Europe occidentale et l'indifférence des Etats-Unis constituent des obstacles majeurs à toute solution rapide du conflit;

(xviii) Convaincue qu'étant donné les hésitations et les retards qui se perpétuent dans l'application du programme d'action commun de Washington, les sanctions économiques semblent pour l'instant rester le principale moyen de faire pression en vue de mettre fin au combat;

(xix) Constatant qu'aux termes de la résolutions du Conseil de sécurité adopté en avril dernier visant à renforcer les sanctions économiques à l'encontre de la Yougoslavie, les membres des nations unies sont invités contre des entreprises connues pour travailler pour le compte de Belgrade;

(xx) Prenant acte de ce que la République de Serbie n'accepte pas le déploiement, sur ses frontières avec la Bosnie, d'observateurs des Nations unies chargés de veiller à ce qu'elle interrompe tous les approvisionnements destinés aux belligérants serbes de Bosnie, à l'exceptions des denrées alimentaires et des fournitures médicales,

#### RECOMMANDE AU CONSEIL

1. D'appuyer et de renforcer l'action de l'ONU, actuellement engagée dans une série de conflits régionaux qui la confrontent à une grave crise de responsabilité;

2. De veiller à la stricte application de la Résolution 836, concernant la créa-

tion de zones de sécurité sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine, adoptée par le Conseil de sécurité le 4 juin 1993;

3. De contribuer en particulier aux ajustements et au renforcement des forces des pays de l'UEO qui pourraient être exigés per la mise en oeuvre de la Résolution 836, et d'envisager l'affectation d'éléments de ces forces au soutien des unités chargées de la protection des zones de sécurité;

4. De contribuer au renforcement des mesures d'application des sanctions économiques contre la Serbie et le Monténégro et au maintien de l'embargo sur les armes pour toutes les parties belligérantes, y compris la Croatie;

5. De tout mettre en oeuvre pour éviter l'extension du conflit à la Voïvodine et au Kosovo;

6. De prévoir l'envoi de contingents UEO dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine afin d'assumer la stabilité et la sécurité dans cette région des Balkans;

7. De renforcer les structures et les dispositifs opérationnels de l'UEO afin qu'elle puisse jouer un rôle important dans la prévention des crises, sous l'égide de l'ONU et éventuellement en accord avec l'OTAN.

## N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione 541  
Sulla situazione nell'ex-Jugoslavia

L'ASSEMBLEA,

(i) Osservando che l'assenza di un'efficace reazione internazionale alla politica di pulizia etnica, attuata dalle forze serbe, ha creato il precedente di una impunità che le ha autorizzate a continuare nella propria condotta ed ha incentivato le forze croate ad adottare la stessa politica;

(ii) Ritenendo che la risoluzione del Consiglio di sicurezza che autorizza l'invio di truppe per proteggere le sei « zone di sicurezza » in Bosnia-Erzegovina, nonché l'apparente mancanza di volontà dei paesi membri delle Nazioni unite di fornire gli uomini ed il materiale supplementare, necessari all'applicazione effettiva della suddetta risoluzione, costituiscono molto probabilmente una prova in più dell'incapacità della comunità internazionale di mettere fine al conflitto nell'ex-Yugoslavia;

(iii) Consapevole del fatto che la protezione aerea difensiva dei Caschi blu su tutto il territorio bosniaco sarà assicurata dalla NATO, sotto controllo dell'ONU, a partire da strutture già installate per la sorveglianza dello spazio aereo;

(iv) Ritenendo che la vita dei Caschi blu in Bosnia non debba essere messa in pericolo da azioni che possano apparire come una rimessa in discussione del loro

status di neutralità a seguito di attacchi aerei contro posizioni serbo-bosniache o di una cessazione dell'embargo delle Nazioni unite sulle armi;

(v) Ritenendo che ogni piano di azione che, da un lato, accetti di fatto lo status quo, segnatamente le acquisizioni territoriali conseguite dai Serbi, e che, dall'altro, non comporti garanzie destinate a por fine alle pratiche di pulizia etnica o anche a proteggere le popolazioni mussulmane nelle zone di sicurezza, non rappresenta una soluzione giusta ed equa del conflitto e rischia di creare una situazione permanente di instabilità e di violenza;

(vi) Constatando che, malgrado l'operazione « Deny Flight », sembrano essersi prodotte circa 500 violazioni da parte di elicotteri croati e serbi che effettuano voli notturni per trasportare munizioni, derrate alimentari e persino rinforzi di truppe fino alle linee bosniache;

(vii) Osservando che esiste sempre un grave rischio che l'attuale conflitto infiammi l'ex-repubblica jugoslava della Macedonia nonché il Kosovo, dove le forze di sicurezza serbe, pesantemente armate, tengono sotto controllo la popolazione, albanese per il 90 per cento, con il pericolo di causare un'eventuale estensione del conflitto;

(viii) Consapevole della decisione degli Stati Uniti di inviare 300 militari nell'ex-repubblica jugoslava di Macedonia per evitare un'estensione del conflitto;

(ix) Constatando che i convogli di aiuti umanitari, come pure le forze delle Nazioni unite, sono sempre più oggetto, nell'ex-Jugoslava, di attacchi deliberati da parte dei belligeranti;

(x) Osservando che l'improvvisa destituzione di Dobrica Cosic dalla carica di Presidente federale, i maltrattamenti inflitti a Vuk Draskovic, Capo del movimento di rinnovamento serbo (SPQ), il principale partito d'opposizione, ed il suo arresto, quello di sua moglie e di altri responsabili politici e dei giornalisti di opposizione, sono prove supplementari del carattere antidemocratico di coloro che detengono il potere in Serbia-Montenegro;

(xi) Prendendo atto che il programma di azione ha di fatto messo fine all'integrità territoriale ed al mantenimento, auspicato da alcuni, della sovranità della Bosnia-Erzegovina, indipendentemente dalla sua futura organizzazione costituzionale;

(xii) Constatando che il rifiuto espresso dai paesi dell'UEO di accettare ogni fatto compiuto in Bosnia-Erzegovina si scontra con il fatto che essi si dimostrano incapaci di ottenere l'applicazione del piano Vance-Owen e l'esecuzione delle relative risoluzioni del Consiglio di sicurezza, e segnatamente di quelle che chiedono il ritiro delle forze serbo-bosniache dai territori che hanno conquistato;

(xiii) Constatando inoltre l'apparente rassegnazione della comunità internazionale di fronte alla situazione;

(xiv) Constatando che ogni giorno supplementare di esitazione da parte della comunità internazionale costituisce un nuovo incoraggiamento nei confronti dei

Serbo-bosniaci e dei Croati a realizzare nuove conquiste territoriali;

(xv) Convinta che, malgrado il tacito accordo degli Occidentali sullo statu quo « evolutivo » in Bosnia-Erzegovina, e segnatamente sulle acquisizioni territoriali realizzate a spese della popolazione musulmana, questo sarà inevitabilmente contestato dalla stessa popolazione, cosa che potrebbe comportare la nascita di una situazione simile a quella palestinese nel cuore dell'Europa;

(xvi) Auspicando un rafforzamento dei metodi di lavoro dell'ONU e la creazione di un più efficace comando delle sue operazioni;

(xvii) Constatando che attualmente le divergenze di opinione nei paesi dell'Europa occidentale e l'indifferenza degli Stati Uniti costituiscono notevoli ostacoli ad ogni rapida soluzione del conflitto;

(xviii) Convinta che, date le esitazioni ed i ritardi che si perpetuano nell'applicazione del programma di azione comune di Washington, le sanzioni economiche sembrano, al momento, il mezzo principale di pressione per mettere fine alle ostilità;

(xix) Constatando che, secondo la risoluzione del Consiglio di sicurezza adottata lo scorso aprile allo scopo di rafforzare le sanzioni economiche contro la Jugoslavia, i membri delle Nazioni unite sono invitati a perseguire con rigore le imprese che notoriamente lavorino per conto di Belgrado;

(xx) Prendendo atto del fatto che la Repubblica di Serbia non accetta lo spiegamento, sulle sue frontiere con la Bosnia, di osservatori delle Nazioni unite incaricati di vigilare affinché essa interrompa tutti gli approvvigionamenti destinati ai belligeranti serbi della Bosnia, ad eccezione delle derrate alimentari e delle forniture mediche,

## RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di appoggiare e di rafforzare l'azione dell'ONU, attualmente impegnata in una serie di conflitti regionali che la mettono di fronte ad una grave crisi di responsabilità;

2. Di vigilare sulla stretta applicazione della Risoluzione 836, concernente la creazione di zone di sicurezza sul territorio della Bosnia-Erzegovina, adottata dal Consiglio di sicurezza il 4 giugno 1993;

3. Di contribuire in particolare agli adattamenti ed al potenziamento delle forze dei paesi dell'UEO, che potrebbero essere richieste per l'attuazione della Risoluzione 836, e di contemplare la destinazione di elementi di tali forze a sostegno delle unità incaricate della protezione delle zone di sicurezza;

4. Di contribuire al rafforzamento delle misure di applicazione delle sanzioni economiche contro la Serbia ed il Montenegro ed al mantenimento dell'embargo sulle armi per tutte le parti belligeranti, compresa la Croazia;

5. Di fare ogni sforzo per evitare l'estensione del conflitto alla Voivodina ed al Kosovo;

6. Di prevedere l'invio di contingenti dell'UEO nella Repubblica ex-jugoslava di Macedonia al fine di assicurare la stabilità e la sicurezza in questa regione dei Balcani;

7. Di rafforzare le strutture e i dispositivi operativi dell'UEO affinché questa possa svolgere un significativo ruolo nella prevenzione della crisi, sotto l'egida dell'ONU ed eventualmente in accordo con la NATO.